

LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE AU MOYEN-ORIENT

Renaud Girard, Grand reporter et chroniqueur international du *Le Figaro*

Marc, comment concevez-vous le rôle de l'Europe en Syrie et dans la stabilisation d'autres situations ? Vous avez joué un grand rôle, notamment auprès de Catherine Ashton, qui a négocié avec l'Iran au Kazakhstan, etc. afin d'apaiser les tensions entre Israël et l'Iran. Selon vous, quels sont les atouts et les faiblesses de la diplomatie européenne au Moyen-Orient ?

Marc Hecker, directeur adjoint de l'Ifri, rédacteur en chef de *Politique étrangère*, chercheur au centre des études de sécurité de l'Ifri

Merci pour cette question, Renaud. Vous illustrez bien le Moyen-Orient, traversé de règles et de normes contradictoires. La règle de la WPC accorde six minutes de temps de parole par intervenant, mais vous nous avez dit de l'ignorer. En fait, la règle selon Renaud Girard, c'est de commencer par parler deux minutes, avec en plus la surprise stratégique de la question inattendue.

J'aurais quatre brèves remarques à faire avant de me lancer dans la discussion. Tout d'abord, comme l'a dit Volker, les Européens sont divisés, notamment sur le conflit israélo-palestinien. Par exemple, 12 pays membres de l'UE ont reconnu l'État palestinien, dont récemment la Slovénie, l'Irlande et l'Espagne. Les 15 autres pays membres ne l'ont pas fait. Ces divisions s'observent jusqu'au sein des institutions de l'UE. Nous avons à présent une nouvelle Commission, mais dans la précédente, entre le Président de la Commission et le Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, on a observé des lignes politiques différentes sur le conflit israélo-palestinien et sur le Moyen-Orient dans son ensemble.

Deuxièmement, pendant des années, nous avons entendu, notamment à propos du conflit israélo-palestinien, que l'Union européenne était un payeur mais pas un joueur. En d'autres termes, que son influence n'avait cessé de s'amenuiser ces trois dernières décennies. Ce constat brutal n'est pas complètement faux mais il mérite quelques nuances. L'Europe a en effet payé pour bon nombre d'infrastructures, qui ont par la suite été détruites par les Forces de défense israéliennes à diverses occasions. Néanmoins, l'UE et ses membres se sont aussi efforcés d'agir en lançant un processus de création d'un État dans les territoires palestiniens. Par exemple, nous étions en charge d'une mission de mise en place de forces de police dans les territoires palestiniens ainsi que de la mission EUBAM pour la gestion des frontières. Ces efforts ne furent pas inutiles, mais il faut bien admettre que ces missions, dans leur ensemble, ont échoué puisqu'il n'existe pas d'État palestinien viable à ce jour.

Troisièmement, de nombreux pays européens hésitent à agir au Moyen-Orient car ils doivent tenir compte de possibles conséquences sur le plan national. On le constate en Allemagne, où les réfugiés du Moyen-Orient sont sensibles à la cause palestinienne. Certains mouvements politiques nationaux sont très impliqués sur cette question. En France, cela a donné lieu à toutes sortes de manifestations, de tensions et à une polarisation. Hors de l'UE, la guerre à Gaza a eu d'importantes répercussions au Royaume-Uni, qui a d'ailleurs connu des manifestations bien plus massives qu'en France ou en Allemagne. C'est un aspect incontournable pour les responsables politiques de nombreux pays européens.

Quatrième point, pour finir sur une note plus optimiste. On peut voir les divisions européennes sous un jour plus positif en les considérant comme une forme de diversification : certains pays européens ont des liens plus étroits avec certains acteurs du Moyen-Orient et sont plus intéressés par des secteurs spécifiques. Qui plus est, collectivement, les pays européens jouent un rôle économique considérable au Moyen-Orient. Gabriel Felbermayr a d'ailleurs analysé cette nébuleuse économique lors de sa présentation d'hier : l'UE reste le partenaire économique principal de nombreux pays du Moyen-Orient. Les Européens exercent également une influence d'ordre diplomatique. Par exemple, la France s'est récemment impliquée dans l'accord de cessez-le-feu au Liban. Et enfin, plusieurs États membres de l'UE maintiennent une présence militaire dans divers pays, dont le Liban avec la FINUL, dont les soldats comptent environ 1 000 Italiens, 800 Français, presque 600 Espagnols et 400 Irlandais.

Renaud Girard

La FINUL n'a jamais intercepté le moindre missile du Hezbollah visant Israël.

Marc Hecker

C'est un problème de mandat, mais la présence est réelle et le mandat peut être renforcé, bien que cela demanderait un énorme effort diplomatique. Malgré cela, je crois qu'il ne faut pas être entièrement négatif concernant la perte d'influence de l'Europe et qu'il vaut mieux se consacrer à avancer à partir de ce qu'il en reste.

Renaud Girard

Excellente réponse à une question imprévue, et une réponse pleine d'espoir, qui plus est. Mohammed, je me tourne vers vous. Vous savez que la signature des accords d'Oslo s'est tenue à Washington, comme celle des accords d'Abraham, et la réconciliation entre l'Arabie saoudite et l'Iran s'est faite à Pékin. Ma question est la suivante : l'Europe a-t-elle définitivement loupé le coche, ou peut-elle encore espérer jouer un rôle ?

Mohammed Baharoon, directeur général du Dubai Public Policy Research Center (b'huth)

Malheureusement la région est en proie à tant de conflits que les occasions ne manqueront pas pour l'Europe de tenter d'y jouer un rôle. Entre les accords d'Oslo et ceux de Stockholm, quelles grandes actions avons-nous observé de la part de l'Europe ? La seule chose que le Moyen-Orient attend véritablement de l'Europe, c'est une initiative de grande ampleur, de l'ordre du Plan Marshall en Allemagne. Or, rien de tel n'a jamais eu lieu dans la région. Sans vouloir dénigrer les tentatives lancées pour aider les Palestiniens à se développer, aucun projet de

cette envergure n'a été tenté. Jusqu'à présent, c'est comme si l'Europe avait traité les problèmes du Moyen-Orient avec une boîte à outils obsolète, plus proche du téléphone analogique que du smartphone. Nous avons besoin de tenir compte de la dimension économique de ces problèmes et il reste beaucoup à faire, notamment en Syrie.

En deuxième lieu, je dirais que l'Europe devrait endosser un rôle de facilitateur plutôt que de polariseur. Je veux dire par là que, si l'Europe s'engage à soutenir la Palestine ou la Syrie, on ne peut pas attendre d'eux qu'ils s'adaptent à l'ensemble des normes en vigueur en Europe. Et l'on a aussi besoin de l'intervention d'autres acteurs. Ce n'est pas un problème que la Chine, la Russie, l'Inde ou d'autres pays aident à réduire les tensions dans la région. Au contraire, on a besoin de l'aide de plus de monde, et non pas que quelqu'un s'approprie le problème pour qu'il soit réglé selon ses propres règles. Là encore, les États-Unis ont toujours été présents dans la région. Le problème, c'est surtout le suivi. C'est ce qui s'est passé avec les accords d'Oslo, de Stockholm ainsi qu'avec les accords d'Abraham. Les États-Unis n'ont pas exercé de leadership assez fort afin d'assurer le suivi de ces questions, de les concrétiser, de créer les fondations à partir desquelles les réaliser et les pérenniser, etc.

Or c'est ce dont nous avons besoin. Et votre remarque sur la FINUL s'abstenant de stopper des missiles m'interpelle. Car la marine française était présente au large du Liban, et elle non plus n'a jamais intercepté aucun missile d'Israël vers le Liban. L'idée est de savoir comment préserver l'État et son intégrité et comment le construire, car c'est le problème majeur que nous rencontrerons dans la région : le hiatus entre États et nations. Certaines nations sont présentes dans plusieurs États. C'est à cause de ce hiatus que sont nés les Frères musulmans, que l'Iran a instauré le chiisme ou que sont apparues les organisations Al-Qaïda et État islamique. Nous avons besoin d'appliquer le principe d'un État-nation, avec des frontières, en relation avec d'autres États-nations. Et je crois que c'est précisément ce que nous attendions de la Syrie sous le règne de Bachar Al-Assad et c'est exactement ce que nous attendons du nouveau gouvernement syrien.